

2014

Procédés argumentatifs dans le débat d'entre deux tours de l'élection présidentielle ivoirienne

Nanourougo COULIBALY
Université Félix Houphouet-Boigny, Abidjan, coulyna@yahoo.fr

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat>



Part of the [Communication Commons](#), and the [Linguistics Commons](#)

Recommended Citation

COULIBALY, Nanourougo (2014) "Procédés argumentatifs dans le débat d'entre deux tours de l'élection présidentielle ivoirienne," *Dirassat*: Vol. 17 : No. 17 , Article 17.

Available at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol17/iss17/17>

This Article is brought to you for free and open access by Arab Journals Platform. It has been accepted for inclusion in Dirassat by an authorized editor. The journal is hosted on [Digital Commons](#), an Elsevier platform. For more information, please contact rakan@aarj.edu.jo, marah@aarj.edu.jo, u.murad@aarj.edu.jo.

Procédés argumentatifs dans le débat d'entre deux tours de l'élection présidentielle ivoirienne

Cover Page Footnote

1 http://bakwaba.perso.neuf.fr/evenement_en_aout2005.html

Procédés argumentatifs dans le débat d'entre deux tours de l'élection présidentielle ivoirienne

Nanourougo COULIBALY

Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan
coulyna@yahoo.fr

La Côte d'Ivoire a connu, le jeudi 25 Novembre 2010, le premier débat contradictoire de son histoire opposant les deux finalistes de l'élection présidentielle. Cette confrontation discursive constitue donc un élément neuf dans le paysage politique ivoirien. Par ailleurs, il importe de noter que ce débat se tient dans un contexte surchauffé avec des affrontements sporadiques entre les partisans de Laurent Gbagbo, président sortant, soutenu par le FPI (Front Populaire Ivoirien) et une coalition de partis réunis au sein de la LMP (La Majorité Présidentielle) et ceux d'Alassane Ouattara, son challenger soutenu par une autre coalition politique baptisée RHDP¹ (Rassemblement des Houphouetistes pour la Démocratie et la Paix) comprenant les principaux partis d'opposition du pays que sont les PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) et le RDR (Rassemblement des Républicains) d'Alassane Ouattara. L'objet de cet article est d'étudier les ressources argumentatives mises en œuvre par les locuteurs en situation de confrontation discursive.

Mots clés : discours, polémique, argumentation, éthos, politique.

Côte d'Ivoire has experienced, Thursday, Nov. 25, 2010, the first adversarial debate in its history between the two finalists in the presidential election. This discursive confrontation is therefore a new element in the political landscape of Côte d'Ivoire. In addition, it is important to note that this debate takes place in a context overheated with sporadic clashes between the supporters of Laurent Gbagbo, the outgoing President, supported by the FPI (Ivorian Popular Front) and a coalition of parties united in the LMP (The Presidential Majority) and those of Alassane Ouattara, his challenger supported by another political coalition called RHDP (Rassemblement des Houphouetistes for Democracy and Peace) including the main opposition parties in the

¹ http://bakwaba.perso.neuf.fr/evenement_en_aout2005.html

country are the PDCI (Democratic Party Côte d'Ivoire) and RDR (Rally of Republicans) Alassane Ouattara. The purpose of this paper is to study the argumentative resources implemented by the speakers in confrontational discourse.

Key words: speech, debate, argument, ethos, political.

Introduction

La Côte d'Ivoire a connu, le jeudi 25 Novembre 2010, le premier débat contradictoire de son histoire opposant les deux finalistes de l'élection présidentielle. Cette confrontation discursive constitue donc un élément neuf dans le paysage politique ivoirien. Par ailleurs, il importe de noter que ce débat se tient dans un contexte surchauffé avec des affrontements sporadiques entre les partisans de Laurent Gbagbo, président sortant, soutenu par le **FPI (Front Populaire Ivoirien)** et une coalition de partis réunis au sein de la **LMP (La Majorité Présidentielle)** et ceux d'Alassane Ouattara, son challenger soutenu par une autre coalition politique baptisée **RHDP¹ (Rassemblement des Houphouetistes pour la Démocratie et la Paix)** comprenant les principaux partis d'opposition du pays que sont les **PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire)** et le **RDR (Rassemblement des Républicains)** d'Alassane Ouattara. Cette tension électorale est soutenue par les attentes de la population dont les conditions de vie se sont détériorées progressivement pendant toute la décennie que le conflit a duré. La pression est donc forte sur les prétendants à la magistrature suprême. C'est également le lieu où chacun, au fond de lui-même s'interroge sur ce qu'il doit dire afin de se rallier les faveurs des auditeurs ou encore quelle stratégie discursive mettre en œuvre pour faire adhérer l'opinion à sa cause et surtout pour délégitimer son contradicteur. L'étude qui va suivre s'attèlera à analyser les ressources argumentatives utilisées par l'un et par l'autre et les rôles sociodiscursifs prévalant dans les deux discours ainsi produits.

i) Ancrage théorique de l'étude

Composante essentielle du champ politique, le discours apparaît comme un instrument régulateur ou d'exercice du pouvoir politique pris comme

¹ http://bakwaba.perso.neuf.fr/evenement_en_aout2005.html
<https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol17/iss17/17>

directement lié à la domination et à la violence¹ (Max Weber), comme résultant d'un consentement, d'une volonté des hommes d'être et de vivre ensemble² (Hannah Arendt) ou bien comme une unité bifaciale impliquant à la fois rapports de domination et consensus³ (Jürgen Habermas). De cette centralité du discours dans le phénomène politique découle également l'idée qu'il (le discours) est incontournable dans la conquête du pouvoir. C'est dans cette perspective du langage comme instrument de conquête du pouvoir à la disposition du sujet politique que s'inscrit cette étude.

Le discours politique lui-même se présente sous une large diversité générique. L'on distingue ainsi le discours d'information médiatique, le discours commentaire et surtout le discours produit par les sujets politiques. A ce stade on pourrait distinguer encore un discours produit dans un cadre univoque et un autre produit dans un contexte d'interaction. Interaction entre un émetteur et un récepteur (auditoire) ou entre l'un des deux émetteurs en confrontation discursive et un auditoire. A chacun de ces types de discours correspond une situation d'énonciation spécifique.

Dans le présent cadre, le corpus, base de l'étude, présente des sujets politiques en situation d'énonciation particulière. Pendant que l'un aspire à accéder au pouvoir, l'autre veut le conserver. Ils s'adressent donc à l'auditoire en vue d'obtenir son soutien. Il y a dès lors une situation de double énonciation. Chaque locuteur s'adresse à un contradicteur en même tant qu'il parle aux téléspectateurs qui se trouvent être de potentiels électeurs qu'il faut rallier à sa cause afin

¹ Weber M., (1971) *Economie et société*, Plon, Paris, cité par Patrick Charaudeau, in *Le discours politique ou le pouvoir du langage*, Université de Paris 13, Centre d'Analyse du discours, conférence publiée, <http://www.youscribe.com/catalogue/rapports-et-theses/savoirs/sciences-humaines-etsociales/le-discours-politique-ou-le-pouvoir-du-langage-304525>.

² Arendt H., (1972) *Du mensonge la violence*, trad.fr., Gallimard, Paris, cité par Patrick Charaudeau, in *Le discours politique ou le pouvoir du langage*, Université de Paris 13, Centre d'Analyse du discours, conférence publiée, <http://www.youscribe.com/catalogue/rapports-et-theses/savoirs/sciences-humaines-etsociales/le-discours-politique-ou-le-pouvoir-du-langage-304525>

³ Habermas J., (1987). *Théorie de l'agir communicationnel*, trad. fr., Fayard, Paris, cité par Patrick Charaudeau, in *Le discours politique ou le pouvoir du langage*, Université de Paris 13, Centre d'Analyse du discours, conférence publiée, <http://www.youscribe.com/Product/Download/304525?key=&format=1>.

d'établir une opinion majoritaire autour de soi ou du projet présenté. L'implication de cette situation d'énonciation est la visée argumentative affichée de chacun des discours produits d'où le nécessaire recours à la théorie de l'argumentation dans le discours dans la lignée des travaux de Ruth Amossy¹. Cela exige du locuteur qu'il agisse sur les représentations des auditeurs soit dans le but de les renforcer, soit pour les changer. Pour répondre à ces exigences, il lui faut recourir à des stratégies discursives lui permettant de construire une idéalité sociale fondée sur des valeurs spécifiques, de se construire une image qui lui assure de la crédibilité, de mettre en évidence les éléments qui fondent son pouvoir et les raisons pour lesquelles les auditeurs devraient le suivre plutôt que d'accorder leur suffrage à quelqu'un d'autre. L'autre aspect dont il faut tenir compte est bien la spécificité du corpus qui est à la fois un discours politique, un débat télévisé c'est-à-dire un texte de communication médiatique. Se pose dès lors la question de la performance communicationnelle. Cela implique *la conception interactionniste de la performance communicationnelle telle que proposée par Guylaine Martel pour la communication médiatique*². Cette approche définit la performance en termes d'interaction entre des actants médiatiques et le public. Cette interaction se fonde sur trois composantes pour construire et donner du sens à l'échange. Ce sont *le genre de la communication médiatique, l'identité professionnelle et l'identité personnelle des actants médiatiques*³. Par ailleurs, le corpus relève de la polémique. Le discours polémique dans un contexte de compétition électorale s'articule autour de deux pôles qui s'appellent réciproquement. Dans un premier temps, les locuteurs s'efforcent de se bâtir une image discursive qui, selon la théorie aristotélicienne, suscite l'adhésion de l'auditoire. Dans un second temps, ils construisent aussi un

¹ Amossy R., (2010), *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin.

² Guylaine Martel, 2008, « Performance... et contre-performance communicationnelles : des stratégies argumentatives pour le débat politique télévisé », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 1 | 2008, mis en ligne le 19 septembre 2008, Consulté le 19 février 2012.
URL : <http://aad.revues.org/302>

³ Guylaine Martel, 2008, « Performance... et contre-performance communicationnelles : des stratégies argumentatives pour le débat politique télévisé », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 1 | 2008, mis en ligne le 19 septembre 2008, Consulté le 19 février 2012.
URL : <http://aad.revues.org/302>

discours destiné à noircir l'image de l'autre. Si le concept d'*éthos*¹ rend compte de la première perspective, on se référera au nom *anti-éthos*² proposé par Dominique Garand. L'étude s'appuiera donc également sur les théories du discours polémique.

ii) Les stratégies discursives mises en œuvre

Les locuteurs en confrontation discursive rivalisent de stratégies afin d'attirer le maximum de sympathie de la part des auditeurs. Ils s'efforcent de se montrer crédibles, auréolé de la légitimité indispensable à quiconque voudrait occuper les fonctions auxquelles ils aspirent. Dans un autre sens, ils ont recours à des procédés visant à disqualifier l'autre, le contradicteur.

1- Stratégies de légitimation et de crédibilisation

Du latin *legitimus*, fixé par les lois, conforme aux lois, la légitimité est le caractère de ce qui est légitime. Dans le présent cadre, la légitimité n'est pas uniquement ce qui est fondé en droit ou en justice, reconnu par la loi, conforme aux traditions politiques, à l'équité. Selon Charaudeau,

« la notion de légitimité n'est pas exclusive du domaine politique. D'une façon générale, elle désigne l'état ou la qualité de qui est fondé à agir comme il agit. On peut être légitimé ou non à prendre la parole dans une assemblée ou une réunion, à édicter une loi ou une règle, à appliquer une sanction ou donner une gratification. (...) La légitimité est bien le résultat d'une reconnaissance par d'autres de ce qui donne pouvoir de faire ou de dire à quelqu'un au nom d'un statut (on est reconnu à travers une charge institutionnelle), au nom d'un savoir (on est reconnu comme savant), au nom d'un savoir-faire (on est reconnu comme expert).³ »

La notion de légitimité convoque, selon ce qui précède, le fondement du pouvoir et par conséquent la justification de l'obéissance qui lui est due. C'est donc un problème auquel se trouve confronté tout pouvoir. Le besoin de légitimité est davantage accru dans les situations de compétitions électorales. L'autorité est disputée et chacun des

¹ Cf. Amossy R., 2010, *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*, Paris, Puf.

² Garand D., cité par Albert L. et Nicolas L., « Le « pacte » polémique : enjeux rhétoriques du discours de combat ». *Polémique et rhétorique de l'antiquité à nos jours*, Bruxelles, de Boeck et Duculot, 2010, p. 17-48.

³ Patrick Charaudeau P., (2006), *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, p. 50-52.

compétiteurs voudrait transformer sa légitimité en légalité en obtenant le suffrage des citoyens. Cette compétition trouve dans les débats préélectoraux un cadre idéal d'exercice dans la mesure où les locuteurs tentent de se construire une autorité institutionnelle ou personnelle susceptible de fonder leur volonté ou leur aspiration à recevoir valablement le mandat de représentation.

L'échange discursif, objet de notre étude, opposant le président Laurent Gbagbo (LG) à son challenger Alassane Dramane Ouattara (ADO) est parsemé de séquences révélatrices d'une volonté affichée de chacun des débatteurs de mettre en avant sa légitimité non seulement à prendre part à la compétition mais surtout à diriger la Côte d'Ivoire.

1-1- L'autoréférence dans la confrontation discursive

L'ouverture du débat permet à chacun de débatteurs d'affirmer l'angle sur lequel il s'engage pour la suite des échanges. Dès l'entame Alassane Ouattara (ADO désigné Ado dans la suite du texte) met en avant son expertise locale, régionale et internationale qu'il vient mettre au service de son pays en crise :

Oui, je considère que la Côte d'Ivoire a besoin de tous ses fils, surtout en période de crise et j'ai une expérience de la gestion de l'Etat dans mon pays, également de la sous-région, mais aussi dans le monde entier. Quand on a des difficultés dans son pays on doit pouvoir apporter sa contribution. C'est pour cela que j'ai décidé d'être candidat¹.

L'accent est mis ici sur les lexies « expérience et gestion » et surtout sur l'idée d'engagement à servir la patrie en difficulté. Mieux, le locuteur présente cette expertise dans une perspective croissante allant du local à l'international en passant par le régional afin de mettre en exergue son ouverture et la plénitude de son expérience. Il insiste dès lors sur le prestige des institutions dans lesquelles il a exercé. Sa légitimité se fonde alors sur sa compétence et son expérience acquise grâce à sa formation. Il fait le choix de mettre en avant son autorité personnelle. La légitimité qu'il tente de se construire est adossée sur un imaginaire élitiste. Son

¹ <http://news.abidjan.net/h/381187.html?n=381187>

propos laisse donc entrevoir qu'il est de la classe des élites à qui on doit confier la responsabilité de gérer les affaires de l'Etat.

Pendant que Laurent Gbagbo (désormais appelé **LG** dans la suite du texte) exploite son passé de militant et de combattant politique :

Je suis candidat parce que c'est l'aboutissement d'une longue lutte, parce que j'ai commencé à militer quand j'avais 18 ans. J'étais dans les syndicats d'élèves avec les(...) Koudou Paul, les Abi Blaise. J'étais dans les syndicats d'étudiants, avec les Djédjé Madi Alphonse. Ehui Bernard. J'étais dans les syndicats d'enseignants du secondaire, avec Angèle gnonsoa et Djeni kobenan, j'étais dans le syndicat de la recherche. Aujourd'hui, nous avons créé un parti politique, le FPI, et où nous nous sommes battus pour que le multipartisme arrive, il est arrivé. Nous nous sommes battus pour que l'alternance arrive, elle est arrivée. Et donc, c'est dans la continuation de tous ces combats que je suis candidat pour apporter un mieux être à mes compatriotes. Pour mettre surtout définitivement fin à cette crise.¹

La réplique de **LG** est fortement dominée par le champ lexical de la lutte et du combat politique. L'on enregistre les mots *lutte, militer, syndicats, parti politique, multipartisme, alternance, combats*. Ce lexique est associé à un ensemble de noms propres qui constituent des *noms de mémoire* selon l'expression de Paveau². En effet, ces noms propres se réfèrent à des personnes bien connues du paysage politico-syndical ivoirien des quarante dernières années. Ils charrient donc toute une histoire de lutte déposée dans *les cadres prédiscursifs collectifs*³ constitués des savoirs, croyances et pratiques en cours dans une société ou un groupe donné. La mise en jeu de ces noms propres relève d'une stratégie du locuteur qui veut s'auréoler davantage de prestige et renforcer son image de combattant déjà mise en avant. L'image qu'il renvoie par ses propos est qu'il appartient à une lignée spéciale qui a toujours été des premiers combats et dont les membres sont les avant-gardistes du combat démocratique. Il est l'héritier de cette classe spécifique dont il a la charge de continuer l'action. Ce qu'il ne manque d'affirmer clairement.

¹ <http://news.abidjan.net/h/381187.html?n=381187>

² Paveau M. A., 2006, *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, p. 144.

³ Paveau M. A. Ibid. p118.

Si les débatteurs ont fait le choix de l'autoréférence afin d'établir leur légitimité à prétendre à diriger le pays, il importe de préciser que les perspectives divergent fortement.

Ainsi donc, si **ADO** met en avant son image de technocrate averti et chevronné à l'échelle planétaire, c'est qu'il pense que dans la situation de crise économique qui mine la Côte d'Ivoire, les ivoiriens rêvent d'une relance économique et sont, par conséquent, à la recherche du sésame à même de pallier ce déficit de gouvernance. **LG**, par contre, oriente les auditeurs vers son image glorieuse de combattant pour la liberté. L'on comprend en sourdine que dans la situation de crise politique difficile que le pays traverse, il est l'homme de la situation. On pourrait dire qu'en insistant sur le capital historique et le statut personnel chacun essaie de construire une image qu'il estime convenir à l'idée du chef intégré à l'imaginaire collectif des sentiments et des émotions des auditeurs et donc susceptible d'obtenir leur adhésion.

À terme, chacun vise à construire une position d'autorité à partir de laquelle il déploie son argumentation. Cette quête/construction de légitimité se décline tout au long de la confrontation et chacun des débatteurs recherche des points d'ancrage à sa légitimité à divers niveaux. L'on a ainsi dans le discours d'Ado de nombreuses séquences faisant appel à des éléments factuels, historiques et sa relation intime avec les ivoiriens. C'est dans cette perspective que, se prononçant sur l'atmosphère délétère qui règne avant le second tour de l'élection, il insiste sur sa confiance au sens de responsabilité de ses compatriotes et s'adresse à eux en ces termes :

Cela dit je condamne les violences qui ont été portées à notre connaissance ces derniers jours que ce soit à Daloa. Laurent en parlait que ce soit à Lakota ou à Abidjan, le siège du RHDP a été attaqué. Je ne voudrais pas revenir sur des choses qui peuvent créer de l'animosité. Je regarde tous mes compatriotes droit dans les yeux, je vais vous dire que la violence ne mène nulle part, donc je demande qu'il soit mis fin à ces violences et je considère que les mesures qui sont prises sont bonnes. Bien sûr, je ne souhaite pas que l'armée intervienne en aucun moment puisque l'élection sera apaisée. (...) je voudrais dire à tous mes compatriotes que ces élections doivent être apaisées. Moi, je les rassure que j'ai dit à mes militants à tous ceux du RHDP qui me soutiennent que nous devons aller à des élections apaisées. Pas de violences, ne répondez pas aux

*provocations. Cette atmosphère là n'est pas bonne. Je regarde tous les compatriotes droits dans les yeux, je vais vous dire que la violence ne mène nulle part. Je demande qu'il soit mis fin à cette violence.*¹

Ce propos met en évidence le sens de responsabilité dont il (Ado) se prévaut. Mieux, il suggère qu'il peut, en vertu du soutien dont il bénéficie et en sa qualité de leader, légitimement donner des instructions d'où l'usage du verbe "demander que" suivi du subjonctif mais aussi le recours à la phrase impérative (*Pas de violences, ne répondez pas aux provocations*) dans son adresse. Le locuteur a recours directement à la modalité injonctive suggérant certes sa volonté d'orienter les actions de l'auditoire mais destinée davantage à construire son image de leader légitime dont les propos sont pris en compte par les populations. C'est dans cette logique qu'il donne des garanties de stabilité malgré les quelques soubresauts et saut d'humeur constatés ici et là. Incidents qu'il juge d'ailleurs "localisés" et donc sans menace véritable sur le processus. Il se construit ainsi une image de guide en alternant pronoms personnels de la première et de la deuxième personne qui consacrent un appel à confiance. En valorisant ainsi l'auditoire, il invite à rester égal à lui-même. Cette posture de guide vise toujours à renforcer sa légitimité de chef qui connaît ses concitoyens et qui sait s'adresser à eux d'où le recours à la modalité d'adresse afin de démontrer qu'il n'est pas moins responsable que son contradicteur même quand celui-ci enfile ses habits de chef de l'Etat et non sa qualité de candidat à *trois jours des élections*.

Cette réplique fait clairement échos au propos de LG qui met en avant son statut (légitimité institutionnelle) de chef d'Etat en exercice et qui donc a la responsabilité de la sécurité des biens et des personnes dans son processus de légitimation:

J'ai dû prendre des mesures et certaines de ces mesures seront annoncées demain (ndlr : ce vendredi). Première mesure, j'ai décidé de réquisitionner les FANCI qui généralement sont en troisième position pour le maintien de l'ordre. J'ai dû les réquisitionner pour qu'on les déploie pour renforcer les gendarmes et les policiers qui ont en charge le maintien ordinaire de l'ordre. Demain, je

¹http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo,Allassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

*signerai un autre décret pour instaurer un couvre feu à partir de 22heures, le temps que les urnes soient revenues, les rues soient libres et que les policiers et les gendarmes patrouillent*¹

Cet échange se réalise sur fond de compétition à donner de l'assurance aux populations prises de peur par les derniers déroulements de la campagne électorale saccadée de violence aussi bien verbale que physique. LG semble accorder plus d'importance aux violences afin de justifier les mesures fortes qu'il prend en sa qualité de garant de la stabilité. Afin de renforcer cette image de garant, il dose savamment son discours largement dominé par l'isotopie de la menace (*désolé, machettes, cartouches, inquiétudes, dérapages, arrêter, bruit, tintamarre*). A terme, cela accentue la peur au sein des populations et crée un besoin de mesures et décisions fortes que lui seul peut offrir. Ce qu'il fait en ayant recours à des constructions verbales comme *j'ai décidé de réquisitionner, je signerai, j'ai dû, mais je vous rassure*.

LG est davantage dans ses habits de chef de l'Etat que dans sa posture de candidat à une élection. Et, il importe de le préciser, cette dimension traverse toutes ses interventions d'un bout à l'autre du débat qui l'oppose à ADO.

Enfin, le mot de clôture de LG intègre parfaitement sa volonté de légitimation.

Si j'ai pris un décret pour instituer le couvre feu, ce n'est pas pour effrayer mais c'est pour rassurer. Tous les Ivoiriens où qu'ils soient sont concernés par ce débat, tous les Africains nous regardent. De tous les pays, c'est la première fois que ça se passe et la Côte d'Ivoire est toujours debout. Pour nos compatriotes qui sont à l'étranger, je suis en train de rédiger avec mon cabinet, ce qu'on appelle la Côte d'Ivoire d'élite pour que les Ivoiriens qui sont à l'extérieur puissent revenir. Les Ivoiriens de la Côte d'Ivoire, je les salue, je leur dis que je suis avec eux depuis longtemps, nous avons traversé toute la crise, nous avons fait des sacrifices. Je vous ai demandé de faire des sacrifices, je vous ai demandé de faire des sacrifices

¹http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Quattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

et certains se sont fâchés mais ils ont accepté, nous sommes arrivés à l'aboutissement.¹

Dans cet extrait, tout en justifiant la signature de décret instaurant le couvre-feu, il rappelle aux auditeurs la communauté des efforts fournis, la communauté des peines endurées et le lien fort qui les lie (locuteur et auditeur) LG entremêle modalités de sollicitation et solidarité afin d'établir définitivement sa proximité avec l'auditoire qui consacre son statut de chef légitime.

En nous référant à la typologie établie par Charaudeau, on conclura que chacun des débatteurs fait usage de la parole de décision qui

« est essentiellement une parole de faire qui est fondée sur une position de légitimité. Dans le champ politique, elle dit trois choses : (i) il existe un désordre social (une situation, un fait, un événement), lequel est jugé inacceptable (il échappe à une norme sociale ou au cadre juridique existant, sinon, il n'y aurait qu'à appliquer la loi) : elle énonce une affirmation comme : "ça ne va pas" ; (ii) elle dit que doit être prise une mesure pour résoudre cette anormalité et la réinsérer dans un ordre nouveau ou dans un nouveau cadre juridique : elle énonce une affirmation d'ordre déontique, quelque chose comme : "on doit réparer" ; (iii) elle révèle en même temps la mesure qui est mise en application dans l'instant même de son énonciation : c'est là son caractère performatif.² »

Ce qui sied profondément à la situation d'énonciation où chacun est habité par le souci d'asseoir sa stature de chef légitime.

1-2- L'autoévaluation

Outre la légitimité recherchée par nos débatteurs, l'on note également la volonté de se montrer crédible. Par crédibilité s'entend la qualité d'une chose ou d'une personne digne de croyance et de confiance. Le propos de l'un et de l'autre est structuré de sorte à asseoir sa crédibilité, à démontrer à l'auditoire qu'il a la capacité à dire ou à faire, qu'il dispose des compétences requises à faire ou bien à dire ce qu'il dit. Le pouvoir politique étant la question centrale dans le débat, les débatteurs

¹http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

² Patrick Charaudeau, in *Le discours politique ou le pouvoir du langage*, <http://www.youscribe.com/catalogue/rapports-et-theses/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/le-discours-politique-ou-le-pouvoir-du-langage-304525>

s'efforcent donc de mettre en avant leurs aptitudes ou encore leur pouvoir à présider aux destinées de la nation. **ADO** joue donc sur deux cartes essentielles. Il s'agit de son passage aux affaires lorsqu'il était premier Ministre et sur son expertise avérée dans les milieux financiers et économiques mondiaux :

Je voudrais leur dire que moi je suis d'abord un économiste. Je leur demande de me faire confiance. Le programme que je prévois, c'est de résoudre le problème économique, social du peuple, ça se fait dans plusieurs domaines

J'ai la capacité de le faire, je considère que les Ivoiriens ont besoin d'une économie à croissance rapide pour absorber le chômage et alléger la souffrance de mes compatriotes. Dans le domaine des affaires, il faut également tenir compte de l'ensemble des partenaires.¹

Le processus de crédibilisation chez **ADO** trouve son point d'ancrage dans son expertise qu'il met de façon ostensible en avant. La modalité assertive à laquelle il a recours ici infère qu'il se pose en solution au problème social et économique du pays. Cette dimension de sa personne est renforcée par la modalité aléthique qui porte sur la valeur de vérité d'un énoncé sur les plans du possible, du nécessaire ou du contingent. L'usage de l'expression « *avoir la capacité de* » dans le propos du locuteur avec lui comme support modal lui permet de faire comprendre qu'il a la possibilité interne c'est-à-dire la capacité et les aptitudes requises pour résoudre les problèmes auxquels le pays se trouve confronté.

Pour asseoir sa crédibilité **LG**, tout en mettant les faiblesses de son bilan au compte de la guerre² que le pays connaît, tient à souligner sa capacité d'homme à combattre la corruption, un mal considéré par tous les observateurs comme une gangrène de l'économie nationale :

Selon ma propre expérience, je pense que ce qu'il faut faire, malheureusement ce n'est pas cela qui est toute la réalité. J'ai montré déjà que quand dans un secteur j'ai l'information qu'il y a corruption, je réagis en saisissant la justice qui fait ensuite son travail.³

¹http://www.ladepchedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

² La Côte d'Ivoire vit une situation de guerre depuis le 19 septembre 2002, à peine deux ans après l'accession au pouvoir de Laurent Gbagbo.

³http://www.ladepchedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

Dans son propos LG place la lutte contre la corruption sous l'angle de la nécessité à l'aide du verbe falloir. Il précise ensuite qu'il n'a pas dérogé à ce principe avant de donner la preuve factuelle¹ de son propos.

En outre, il insiste sur son image de "monsieur propre" qu'il affectionne dans un contexte africain où, traditionnellement, il y a toujours une gestion patrimoniale des deniers publics:

Je voudrais dire au Premier ministre que depuis que je suis Président, on ne vient pas chez moi le soir avec des valises d'argent. Ni la douane et là vous pouvez demander à Gnamien Konan qui fait campagne pour vous maintenant. Ni la douane, ni les impôts, ni le trésor ne m'amènent une valisette remplie d'argent les soirs. Cela n'est pas ma manière de vivre. J'ai déjà dit à tous les ivoiriens que moi, j'ai un seul compte bancaire ; il se trouve à la Riviera, le Premier ministre sait où j'habitais. Il s'agit de la Société Générale qui est à quelque mètre de mon lieu d'habitation. Allez vérifier mon compte et vous verrez que c'est le salaire que je me suis donné en tant que Chef d'Etat, qui y est viré tous les mois. Je n'ai aucun autre compte ailleurs²

Il se pose ici en champion de la transparence. Son compte est accessible à tous.

Enfin, il expose l'ensemble de son activité en faveur de la réconciliation durant le temps qu'à duré la crise :

... quand on m'a invité à Kleber, j'y suis allé même si je n'étais pas d'accord avec tous les textes qui avaient été pris. Quand on m'a invité à Accra I, II et III, j'y suis allé et à Pretoria, j'ai accepté que la CEI soit revue. Il y avait une loi sur la CEI, malgré cette loi j'ai accepté que la CEI soit revue et que ceux qui étaient opposés à moi, c'est-à-dire mes opposants, aient la majorité. C'est la première fois que l'on voit cela en Afrique, je leur ai donné la majorité à la CEI, le Premier ministre le sait bien. J'ai accepté une deuxième chose, on avait un problème avec l'article 35, dans les éléments à modifier, j'ai, donc demandé au Président Thabo Mbeki devant le Premier ministre Ouattara et le Président Henri Konan Bédié de nous écrire pour que j'utilise l'article 48 pour rendre éligible tous ceux qui étaient à Marcoussis. C'est ce que j'ai fait et ça c'est un acte de réconciliation, si aujourd'hui nous sommes face à face, c'est bien parce que des choses ont été faites. Voyant que cela a été fait, je suis allé plus loin pour obtenir la sortie de crise véritable, j'ai engagé le dialogue direct avec ceux qui dirigeaient la rébellion. Et cela à abouti aux accords de Ouagadougou, donc, les actes que j'ai

¹ On se rappelle que des partisans de LG impliqués dans les malversations constatées dans la gestion de la filiale Café-cacao ont été mis aux arrêts et mis à la disposition de la justice.

² http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

posés sont des actes de réconciliation, nous allons continuer dans ce sens. Ce qui est fait nous allons le consolider.¹

Il ressort de ces séquences que LG dispose des capacités indispensables pour sortir le pays de la crise. Il est suffisamment crédible pour avoir engagé le combat contre la corruption qui gangrène l'économie du pays, totalement désintéressé pour rompre la collusion entre milieux d'affaires et financiers et pouvoir public, et entièrement disposé à initier les actions susceptibles de réconcilier les ivoiriens. Pour preuve de tout cela il cite ces actions en utilisant une forme d'énumération aussi chronologique que croissante. En clair, il semble dire : si j'ai pu faire ceci dans telles conditions, je peux faire mieux. Alors accordez-moi votre confiance pour consolider ou achever ce que nous avons commencé.

2- La dé-légitimation de l'autre

La stratégie de légitimation de soi dans un contexte de débat contradictoire s'accompagne nécessairement d'une stratégie de dé-légitimation de l'autre pour la simple raison que la légitimité dans notre contexte de compétition n'est pas partageable. Ainsi donc, si je suis légitime à diriger c'est que toi tu ne l'es pas. Et si c'est toi le légitime c'est que moi je ne le suis pas. On se rappellera ici l'idée du Président Laurent Gbagbo disant que le fauteuil présidentiel n'était pas un banc où plus d'une personne pourrait s'asseoir. Cette boutade illustre la "non-partageabilité" de la légitimité.

LG se fait fort d'user de diverses procédés dont notamment la modalité de rejet qui consiste à rectifier les propos de l'autre :

Naturellement, je vais répondre, mais je vais d'abord m'élever contre ce qu'il (Alassane Ouattara) a dit.

Merci, mais on veut finir définitivement avec les élections de 2000, parce que le Premier ministre a dit une chose qui n'est pas vraie. Il a dit que le président Guéi s'est proclamé élu le matin et moi je me suis proclamé élu l'après midi. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. le Général Guéi s'est proclamé élu et les gens sont descendus dans la rue

¹ http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

Mais, je voudrais bondir sur une question qu'il a soulevée tout à l'heure. En disant que c'est parce que les décisions n'ont pas été vite appliquées qu'il y a eu du retard dans l'organisation des élections, ce n'est pas vrai.¹

En prenant l'engagement de réfuter les propos de son contradicteur, il tente de l'affaiblir aux yeux des auditeurs en le présentant comme quelqu'un qui dit des mensonges pendant que lui dit la vérité.

La disqualification de l'autre dans le propos de **LG** emprunte aussi l'argument *ad hominen*². C'est un argument qui porte sur la personne du contradicteur plutôt que sur la teneur de l'argument qu'il avance. Traditionnellement, les théories de l'argumentation établissent entre l'argument et l'argumentateur une séparation étanche. La référence à l'argumentateur est alors considérée comme non appropriée. Cela dit, l'argument *ad hominen* est un procédé qui porte sur l'ethos de l'adversaire plutôt que sur la teneur de ses propos. Selon Gilles Gauthier cité par Amossy, on en distingue trois types. Logiques, circonstanciels et personnels. L'*ad hominen* est dit logique lorsque l'attaque de l'interlocuteur porte sur une contradiction formelle dans son propos. Il est circonstanciel quand l'attaque porte sur une inconsistance supposée entre une position qu'il affiche et quelque trait de sa personnalité ou de son comportement. Il est personnel lorsque l'attaque vire à l'insulte. **LG**, qui se montre plus incisif dans l'échange, a recours à ce procédé notamment dans sa variante circonstancielle dans les séquences qui suivent:

Au plan national, c'est la plus grande divergence entre mon frère, le Premier ministre Ouattara et moi-même. Je voudrais dire qu'à un certain moment, sa conduite a été contre la loi. Septembre 1999, il a dit : « Je frapperai ce pouvoir au moment opportun et il tombera ». Ce n'est pas une phrase à annoncer par un démocrate. Et effectivement, en décembre 1999, le régime du président Bédié s'est écroulé. Revenu en décembre en Côte d'Ivoire, le Premier ministre Ouattara a dit à Odienné : « Les Ouattara et les Cissé sont des hommes de parole. J'avais dit que je serai candidat et que malgré les tracasseries, je maintiendrai ma candidature. Quand un mandat d'arrêt a été lancé, j'ai dit que je rentrerai au

¹http://www.ladepchedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html.

² Leff M., « L'argument *ad hominen* dans les débats présidentiels Bush/Kerry », *Argumentation et analyse du discours* (en ligne), 6/2011, mis en ligne le 15 avril 2011. URL : <http://aad.revues.org/1068>.

pays avant la fin de l'année. Me voici, j'ai dit que je vais gagner au premier tour et je ferai, toujours, dans les citations de ce même type, en décembre 2001, le Premier ministre dit : « Nous n'attendons pas cinq ans pour aller aux élections ». En août 2002 : « je rendrai le pays ingouvernable, s'ils veulent, on va tout gnagami (mélanger, en malinké) ». Ce sont des citations du Premier ministre, ça ne plaît non pas à Gbagbo, mais ça ne plaît pas à la démocratie...¹

Dans la paire adjacente à laquelle s'intègre cette séquence ci-dessus, le point d'ancrage est la défense des valeurs et principes de la démocratie. **ADO** professe son attachement à la démocratie et à la paix. En réplique, **LG**, sur la base de discours attribués à son adversaire, tente de le mettre en porte-à-faux avec les valeurs de la démocratie. L'enjeu ici est de mettre l'adversaire en difficulté sur la base de ses affirmations en mettant en évidence la contradiction entre ses propos actuels avec quelque chose qu'il a dit auparavant. Schématiquement, le propos se résumerait comme suit : Ado dit qu'il est démocrate et qu'il est attaché à la paix or il tient des propos antidémocratiques et pose des actes d'incivisme et contre la loi. Donc Ado n'est pas ce qu'il dit être. La contradiction entre les propos et les actes ainsi mise au jour permet de jeter l'opprobre sur l'adversaire et de le disqualifier. **LG** procède par cadrage en circonscrivant la discussion autour d'une thématique choisie par lui et mettant en touche l'orientation du régulateur du débat qui porte clairement sur le climat sociopolitique. La tactique ici est d'orienter le regard des auditeurs vers un aspect qu'il estime susceptible de nuire davantage à l'image de son adversaire. Une autre attaque ciblée de **LG** apparaît dans la séquence ci-dessous :

Le Premier ministre a dit : « je suis un économiste, je vous demande de me faire confiance ». Nous sommes à une élection présidentielle. Une élection présidentielle, on ne cherche pas forcément un bon économiste parce que les grands dirigeants et de grands chefs d'Etat dans ce monde n'étaient pas du tout économistes. De Gaulle en France était un militaire, Pompidou qui l'a remplacé était un professeur de lettres et qui est devenu banquier ... François Mitterrand était avocat comme Nicholas Sarkozy aujourd'hui l'est. Même Houphouët Boigny dont aujourd'hui se réclame le Premier ministre était un médecin. Je veux dire, diriger un Etat, c'est d'abord avoir le sens de l'Etat. Je suis frappé

¹http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

par le fait que nous faisons des propositions similaires sans que je ne sois un économiste et lui l'est.¹

En rappelant, le cadre de la tenue du débat *''Nous sommes à une élection présidentielle. Une élection présidentielle, on ne cherche pas forcément un bon économiste parce que les grands dirigeants et de grands chefs d'Etat dans ce monde n'étaient pas du tout économistes''*, **LG** tente de mettre fin à l'orientation que son adversaire est en train d'insuffler au débat. Il s'agit là d'une stratégie de recadrage thématique de la confrontation discursive. Assuré de son expertise d'économiste reconnu², **ADO** tente d'attirer les regards vers la problématique économique qui constitue un des pendants de la crise ivoirienne et une des thématiques autour desquelles il a structuré son discours de campagne. Pour **LG**, la question en cours est plutôt la recherche d'un homme d'Etat et non pas celle d'homme économiste aussi chevronné fut-il. Afin de conforter davantage son propos, il énumère certains hommes d'Etat ayant marqué la conscience collective sans toutefois avoir été des économistes. Le jeu est clair : il est question à ce moment précis de casser l'argument de taille qui revient régulièrement dans les répliques d'**ADO** par le moyen de l'argumentation par l'analogie ou l'illustration.

Pendant ce temps, **ADO** attaque non pas sur la personne mais plutôt sur des éléments factuels. Ces attaques ciblent notamment le bilan des dix années d'exercice du pouvoir de **LG**. Le premier élément du genre dans le débat apparaît au niveau de la question sur l'aménagement du territoire :

Je dois dire très franchement que je ne suis pas d'accord avec cette politique de décentralisation de Laurent Gbagbo. Il y a eu la création de sous-préfectures et de départements ici et là, qui à mon sens n'ont pas le poids d'une véritable région(...) il faut une loi. Donc dans mon programme, ce que j'envisage de faire, c'est de refaire un découpage du pays en régions, en départements et en communes etc. ... Avoir des milliers de communes, je ne suis pas sûr que cela en vaille la peine. En plus il faut avoir les moyens, on est tous d'accord qu'il faut rapprocher le plus possible les citoyens de la gouvernance. Mais on ne peut le

¹ http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

² Ado est ancien Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International

faire à n'importe quel prix, parce que cela coûte de l'argent. Je vais proposer une loi à l'Assemblée Nationale après une étude sérieuse de ce qui a été fait ces Dix dernières années, pour que ce soit l'Assemblée Nationale, comme elle l'a fait pour les Députés, qui arrête le nombre de régions, de départements, de communes etc. ...pour que nous n'ayons plus cette idée quand un chef de l'Etat va en visite officielle quelque part, les gens lui disent "on veut une sous-préfecture" et on leur répond "voici votre sous-préfecture". Ou on dit « les autres ont eu un département, nous on a n'en pas eu », donc on vous donne un département. Je comprends l'acte politique, mais il faut que ce soit organisé. Pour que les citoyens se disent que le traitement c'est par la loi et cette loi est applicable à nous tous. Alors au delà des textes, il faut trouver des questions essentielles qui sont les questions des ressources de ces régions et départements.¹

Ici, il y a une remise en cause totale de la gestion des affaires de l'Etat de LG. Les décisions prises ne répondent pas à des critères objectifs ni rationnels et n'entrent pas non plus dans un cadre programmatique et planifié. Ce propos vise à donner de son adversaire l'image d'homme de peu de rigueur, incapable d'initier une planification de l'administration du territoire et faire appliquer la loi. Il est par conséquent inique et prend les décisions selon la « tête du client ». Il attaque ensuite sur les soupçons de corruption qui ont émaillé le temps qu'il a passé au pouvoir :

...il faut faire rentrer de l'argent de l'Etat dans les caisses de l'Etat. Il faut également s'assurer que cet argent est bien utilisé ; ceci étant, il faut quand même faire quelques remarques. Est-ce que tout l'argent qui est collecté par la douane, par l'impôt rentre dans les caisses de l'Etat ? Je ne me fais aucune idée. Mais il y a beaucoup de doutes sur la question, toutes les recettes, au niveau des ressources pétrolières et minières, rentrent toutes dans les caisses ? Je ne veux pas faire d'accusation, mais il y a aussi la question des différents fonds créés pour gérer le café et le cacao. Cela a démontré que pendant plusieurs années il y a eu une corruption active et agressive.²

Deux stratégies ont cours dans la séquence. La thématization et le questionnement. Cela permet au locuteur de maintenir le débat dans un cadre précis (celui de la corruption) et de susciter une réflexion sur l'exercice de son adversaire par le moyen des questions rhétoriques qu'il pose (*Est-ce que tout l'argent qui est collecté par la douane, par l'impôt*

¹ http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

² http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

rentre dans les caisses de l'Etat ? Je ne me fais aucune idée. Mais il y a beaucoup de doutes sur la question, toutes les recettes, au niveau des ressources pétrolières et minières, rentrent toutes dans les caisses ?). La suggestion et l'accusation sont à peine voilées ce qui lui permet de construire une image d'homme rigoureux qui n'affirme pas sans enquêtes préalables.

Chaque contradicteur a recours à des outils polémiques afin de déconstruire l'image de l'autre. On part ainsi de la réfutation largement utilisée par LG au blâme mis en œuvre par ADO

iii) Question de performances dans la confrontation discursive

Dans un contexte d'échanges argumentatifs à visée persuasive où la question est non seulement de conforter les partisans mais aussi et surtout d'influencer les façons de voir, de penser et le comportement électoral du tiers à qui est destiné le discours produit, la performance doit donc être évaluée à partir des exigences de cette dimension compétitive de l'interaction verbale. Elle sera mise en évidence à partir de trois facteurs clés. Le jeu sur l'image personnelle, la force de proposition qui permet de cadrer avec un enjeu essentiel qui est de conquérir les suffrages sur la base d'un projet politique et enfin la capacité de disqualifier l'adversaire. Bien entendu, l'étude n'envisagera que les effets possibles du discours du point de vue de l'analyse pour la simple raison que la détermination de l'impact effectif ne résultera que d'une étude empirique.

1- LG et la rhétorique de l'adversité

LG adopte une posture incisive dès l'entame de l'échange. Il passe ainsi de l'accusation frontale de son contradicteur par le biais de la réfutation à la mise en cause de sa crédibilité avec les arguments orientés sur la personne et les modalités de rejets auxquelles il a constamment recours. Ainsi, il n'hésite pas à mettre en exergue les contradictions dans les propos de son adversaire. S'il s'intègre très aisément dans la dynamique conflictuelle de l'échange, il faut noter que cette posture est en parfaite adéquation avec l'idée de la personne de LG réputé combatif. Dans l'imaginaire social ivoirien, c'est cette image qui circule le concernant et

qui lui vaut le surnom de *Woudy*¹. Cette image, il la cultive volontiers dans la mesure où dans les représentations d'une frange importante de la population, le chef est avant tout un combattant intrépide qui ne recule devant aucune épreuve. Il y a dans cette orientation stratégique une parfaite adéquation avec une image de sa personnalité qui circule dans le corps social. C'est donc à dessein qu'il déroule une rhétorique de l'adversité quelque fois en contraste avec son identité de chef d'Etat sortant. Par ailleurs, on note que son statut de président sortant contraint LG à justifier son action pendant son mandat écoulé surtout que son adversaire a choisi de l'attaquer sur sa gestion. D'où la nature justificative de nombre de ces interventions.

2- ADO : entre proposition et renégociation de l'*ethos préalable*²

ADO, challenger de LG, propose un discours autre. S'il tient parfois à s'opposer à son adversaire, il le fait le plus souvent en saluant les initiatives de ce dernier ou encore il évite de s'attaquer à sa personne et met l'accent sur les faiblesses de son bilan d'exercice du pouvoir d'Etat. Il développe alors une opposition atténuée qui mise davantage sur sa capacité à proposer une alternative avec une rhétorique de la proposition. Dans la perspective de Charaudeau, on parlera de la parole de promesse. Elle permet de

« définir une idéalité sociale, porteuse d'un certain système de valeurs et les moyens d'y parvenir. Ce discours se veut à la fois idéaliste et réaliste (la conjonction des contraires). Mais en même temps, cette parole doit être crédible aux yeux de l'instance citoyenne, et donc le sujet qui fait une promesse doit être lui-même crédible, ce qui le conduit à se construire une image (un ethos) de conviction. Enfin, devant faire adhérer le plus grand nombre à son projet, le sujet politique cherche à toucher son public, en faisant appel tantôt à la raison, tantôt à l'émotion, dans des mises en scène diverses (déclarations médiatiques, meetings, professions de foi écrites, tracts, affiches, etc.) : la parole de promesse-avertissement doit donc acquérir, non point tant une force de vérité, qu'une force d'identification à une idée et à un homme ou à une femme.³ »

L'ambition est nette. Cette image cultivée est en parfaite adéquation avec son identité personnelle qui circule dans une partie de l'imaginaire

¹ Lexie bété, une langue de Côte d'Ivoire. Elle désigne l'homme intrépide, combatif.

² Amossy R., (2010). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, p.69.

³ Cf. Charaudeau P., 2005, option cit.

social. En effet, l'homme cultive le calme et la tempérance. Dans le même temps, elle envisage d'améliorer un *éthos préalable* largement diffusé le présentant comme un personnage violent, sanguinaire, bourreaux des vrais ivoiriens et père de la rébellion armée qui endeuilla les familles en 2002 et 2003 dans les zones ouest du pays. Si

l'éthos désigne l'image de soi que le locuteur construit dans son discours pour exercer une influence sur son allocataire¹.

L'éthos préalable est l'image que l'auditoire a ou est susceptible d'avoir de l'orateur. Autrement dit, l'idée que l'auditoire a de lui ou encore la perception qu'il a de lui. La culture du sang froid et de la tempérance est sans aucun doute destinée à corriger cette image préalable largement relayée par les médias et autres pratiques discursives opératoires dans le champ politique ivoirien.

3- La confrontation des stratégies

Une dimension non négligeable dans le contexte de réalisation de la confrontation discursive reste la question de l'élection. Au-delà de la dimension conflictuelle liée au genre communicationnel étudié, il y a la perspective du projet de société à proposer aux électeurs. Si l'on évalue la performance sous cet angle, on s'aperçoit que l'incisivité de LG, ses attaques *ad hominem* et le recours à la modalité de rejet prennent le pas sur sa capacité de proposition. Son discours fait toujours un état des lieux de la situation du pays et met en évidence la nécessité d'agir illustrée par le fréquent recours au verbe *falloir* à la troisième personne. Ce même procédé est utilisé par ADO. Cette utilisation de l'énonciation délocutive permet de souligner l'état des choses sur les questions de corruption, d'économie, d'éducation, de réconciliation, de justice et de diplomatie. Si l'énonciation délocutive est partagée par les débatteurs, ADO se démarque par la conjugaison de l'énonciation délocutive avec l'énonciation élocutive qui se manifeste par la fréquence de la première personne du singulier et du pluriel (*je* et *nous*) et de verbes et d'expression (*Je proposerai, je promets, j'ai l'ambition, je vais faire, j'ai une ambition pour cela, j'ai prévu, moi, j'envisage, je prévois, nous prévoyons, nous comptons, moi, j'ai l'ambition, mon ambition,*

¹ Charaudeau P., Maingueneau D., 2001, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, p. 238.

j'envisage) révélant l'implication personnelle de l'énonciateur. Ces procédés expriment une modalité d'engagement qui traduit la détermination du locuteur.

Conclusion

Finalement, on retiendra que la compétition verbale qui a opposé Laurent Gbagbo à Alassane Ouattara pendant l'entre deux tours de l'élection présidentielle ivoirienne de 2010 a donné occasion au déploiement d'un ensemble de stratégies argumentatives par chacun des débatteurs afin de s'attirer le maximum de sympathie. Ces procédés langagiers partent ainsi de la volonté de se présenter sous le meilleur jour à celle de disqualifier le contradicteur en passant par la construction d'un projet de société susceptible de séduire les électeurs. On notera surtout chez Laurent Gbagbo la construction d'une rhétorique du combat et de l'adversité en adéquation avec son éthos préalable pendant que Alassane Ouattara élabore une rhétorique de la proposition empreinte d'une volonté de renégociation, d'un éthos préalable suffisamment dégradé pour une frange importante de la population.

Deux tendances inter agissent dans ce débat et lui confère toute sa dimension. Il est à la fois le lieu d'élaboration et de formulation d'une certaine idéalité et le cadre de mise en œuvre d'une stratégie de communication dans la perspective de rallier les opinions et de guider ainsi le comportement électoral de l'auditoire.

Bibliographie

1- Corpus

- http://www.ladepechedabidjan.info/Face-a-face-Laurent-Gbagbo-Alassane-Ouattara-Voici-l-integralite-des-echanges_a1305.html

2- Ouvrages consultés

- Albert L. et Nicolas L., 2010, Polémique et rhétorique de l'antiquité à nos jours, de Boek et Duculot.
- Amossy R., 2010, L'argumentation dans le discours, Paris, Armand Colin.
- Amossy R., 2010, La présentation de soi. Ethos et identité verbale, Paris, Puf.

- Charaudeau P., 2001, (ed) Dictionnaire d'analyse de discours, Paris, Seuil.
- Charaudeau P., 2005, Le discours politique. Les masques du pouvoir, Paris, Vuibert.
- Danblon E. et Nicolas L., 2010, (ed) Les rhétoriques de la conspiration, Paris, CNRS Editions.
- Paveau M. A., 2006, Les prédiscours Sens, mémoire, cognition, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.

3- Articles

- Amossy R., 2008, « L'analyse du discours au prisme de l'argumentation », Argumentation et Analyse du discours (en ligne), n°1/2008, mis en ligne le 02 octobre 2008. URL : <http://aad.revues.org/index193.html>
- Charaudeau P., Le discours politique ou le pouvoir du langage, Université de Paris 13, Centre d'Analyse du discours, conférence publiée, <http://www.youscribe.com/Product/Download/304525?key=&format=l>.
- Emediato W., 2011, « L'argumentation dans le discours d'information médiatique », argumentation et analyse du discours (en ligne), 7/2011, mis en ligne le 15 octobre 2011, consulté le 05 février 2012. URL : <http://aad.revue.org/1209>.
- Pineira-Tresmontant C., 2003, « Patrick Charaudeau, Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social », Mots. Les langages du politique (en ligne), 72/2003, mis en ligne le 29 avril 2008. url : <http://mots.revue.org/6763>.
- Leff M., 2011, « L'argumentation ad hominen dans les débats présidentiels Bush/Kerry », Argumentation et analyse du discours (en ligne), 6/2011, mis en ligne le 15 avril 2011. URL : <http://aad.revue.org/1068>.
- Martel G., 2008, « Performance... et contre-performance communicationnelles : des stratégies argumentatives pour le débat politique télévisé », Argumentation et Analyse du Discours [En ligne], 1 | 2008, mis en ligne le 19 septembre 2008, Consulté le 19 février 2012. URL : <http://aad.revues.org/302>.
- <http://www.youscribe.com/catalogue/rapports-et-theses/savoirs/sciences-humaines-et-sociales/lediscours-politique-ou-le-pouvoir-du-langage-304525>
- <http://news.abidjan.net/h/381187.html?n=381187>

- <http://aad.revues.org/1098>
- http://www.fabula.org/actualites/l-albert-l-nicolas-dir-polemique-et-rhetorique-de-l-antiquite-a-nosjours_39676.php
- http://www.dakaractu.com/L-ethos-de-conviction-dans-le-discours-politique-senegalais-l-exceptionsenegalaise_a9757.html
- <http://praxematique.revues.org/858>
- http://bakwaba.perso.neuf.fr/evenement_en_aout2005.html